

Laurence Gautier (2024) *Between Nation and 'Community'. Muslim Universities and Indian Politics after Partition*, Cambridge : Cambridge University Press, 467 pages<sup>1</sup>.

Le *Muhammadan Anglo-Oriental College*, fondé à Aligarh (dans l'actuel Uttar Pradesh, à 150 km de la capitale) en 1875, devint *Aligarh Muslim University* (AMU) en 1920. Suite à la chute de l'Empire moghol, son fondateur Syed Ahmad Khan entendait enrayer le déclin politique des musulmans en formant une élite administrative et politique adaptée aux nouvelles conditions du Raj. En 1920, en pleine mobilisation nationaliste, d'anciens élèves progressistes d'AMU engagés dans le mouvement Khilafat et influencés par Gandhi fondèrent à leur tour *Jamia Millia Islamia* (JMI) dans la périphérie rurale de Delhi.

Si ces universités musulmanes ont fait l'objet de plusieurs travaux universitaires concernant l'époque coloniale, leur destin après l'indépendance de l'Inde et la partition était resté peu étudié, et d'une manière trop proche de la perspective nehruvienne (comme chez Mushirul Hasan). À partir de ce constat, ce livre entend montrer comment ces universités fondées et financées par les élites musulmanes puis nationalisées ont défendu une citoyenneté de plein droit des musulmans, *en tant que* musulmans et non pas *en dépit de* leur appartenance communautaire.

Cette thèse solidement étayée permet de battre en brèche le stéréotype d'une communauté musulmane mise à l'écart de la construction nationale suite à la partition et entièrement repliée sur elle-même. Portant principalement sur la mise en pratique et les ajustements par rapport au sécularisme nehruvien dont dépend cette place dans une société majoritairement hindoue, la réflexion se situe dans le sillage de Talal Assad (2003) qui pointe la suspicion des états modernes à vocation universaliste vis-à-vis des minorités religieuses, en raison d' allégeances communautaires nécessairement plus visibles et jugées déviantes.

Tiré d'une thèse d'histoire contemporaine réalisée à Cambridge, ce livre mobilise une diversité de sources dont de nombreux entretiens qui permettent d'accéder à l'expérience vécue et au ressenti des anciens responsables, enseignants et étudiants. Se démarquant d'une conception trop verticale de la modernité politique chez Assad, l'auteure nous invite à cesser de considérer le projet nehruvien comme un modèle imposé d'en haut. Elle propose plutôt de l'étudier à partir des débats et des tensions intellectuelles qui ont traversé ces institutions communautaires, dont la singularité est de continuer à se donner un rôle de représentation hérité de la gouvernamentalité coloniale, tout en se conformant au cadre de la modernité nehruvienne.

---

<sup>1</sup> © Ce compte rendu est sous l'égide de la licence [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Similaires de par leur projet d'intégration des musulmans à la nation pour laquelle elles entendent jouer un rôle de laboratoires politiques, ces deux institutions divergent néanmoins dans leur manière de concevoir ce rôle, reflétant ainsi certaines ambiguïtés de la doctrine nehruvienne. Celle-ci a en effet entretenu un flou entre l'idéal d'une nation-creuset délégitimant toute allégeance communautaire susceptible de diviser la nation et un cadre tolérant et protecteur permettant à chaque religion d'exister publiquement.

La comparaison entre ces deux universités, qui, pour simplifier, incarneraient ces deux conceptions différentes, donne à voir deux manières de se positionner en tant que minorité. Alors que la JMI est en adéquation avec le progressisme nehruvien dont elle partage les idéaux et la critique du communautarisme, AMU continue à porter l'héritage plus élitiste et conservateur de ses fondateurs et à se positionner comme porte-parole des musulmans à l'échelle nationale.

Dès lors, la faiblesse du soutien du régime nehruvien à la JMI, qui semble prise pour acquise, est révélatrice d'une absence de soutien officiel aux militants des minorités les plus acquises à ses idéaux. En comparaison, malgré le stigmate lié à son engagement passé avec la *Muslim League* et le mouvement pour le Pakistan, AMU parvient à s'imposer de façon quasi-naturelle comme un interlocuteur privilégié par le régime. Le parti du Congrès continuera ainsi, pour des raisons principalement électorales consistant à capter le vote des musulmans, à miser sur ce symbole communautaire dont la légitimité auprès des élites traditionnelles musulmanes est forte. Cette inégalité de traitement entre les deux universités contribue ainsi à l'effacement relatif d'une voie plus émancipatrice, sociale et innovatrice en matière de pédagogie portée par JMI, qui se réoriente alors vers les besoins en formation d'une classe moyenne musulmane émergente grâce à la diversification de ses enseignements (notamment techniques). Un des points forts du livre consiste d'ailleurs à souligner, à partir des années 1980, la communauté de destin de ces deux universités face à la montée de l'intolérance hindoue, mais aussi à la montée de différents courants politiques de l'Islam radical sur leurs campus.

Fin 1992, la destruction de la mosquée d'Ayodhya qui « couronne » la grande mobilisation populaire des nationalistes hindous plonge les étudiants dans un sentiment de désarroi et de vulnérabilité, suscitant différentes stratégies qui vont d'un repli « apolitique » dans la sphère religieuse privée (le courant quiétiste) à l'affirmation identitaire sur le mode d'une radicalité plus agressive. Cependant, contrairement aux approches focalisées sur la radicalisation des musulmans et la polarisation identitaire de la société indienne, l'auteure insiste sur la manière dont différents courants idéologiques et débats de société ont, au-delà des problématiques plus spécifiques aux musulmans, marqué la vie intellectuelle de ces campus. On constate ainsi un enracinement fort et continu des différents courants de la mouvance étudiante marxiste qui y sont solidement implantés, en particulier à AMU, à l'instar de nombreuses autres universités d'Inde du Nord.

Tandis que le registre communautaire mobilisé dans les années 1980 perd en efficacité, c'est souvent en lien avec d'autres thèmes plus universels comme le retard pris par la communauté sur un plan socio-économique et éducatif, que l'institution tente de défendre son existence au cours des décennies suivantes. Cela transparaît à nouveau avec le mouvement sans précédent de Shaheen Bagh de l'hiver 2020 qui s'est appuyé sur la défense du sécularisme pour contrer la tentative plus ou moins explicite du gouvernement Modi de priver un grand nombre de musulmans de leurs droits.

Grâce à ce livre, on comprend que le fait que ce mouvement contre le *Citizenship Amendment Act* et le *National Register of Citizens* soit né simultanément sur ces deux campus – avant de faire des émules dans tout le pays – n'est pas un hasard. Sa lecture s'avère donc d'une grande actualité et d'un véritable intérêt pour permettre de contextualiser précisément ce mouvement de défense de la Constitution qui a pris de nombreux observateurs par surprise. Cela permet ainsi de mieux contextualiser la manière, dont les étudiant.es musulman.es de ces campus se sont mobilisés autour d'Ambedkar. En effet, bien qu'il fut le principal responsable des travaux de la Constitution, ce dernier était jusque-là resté un symbole associé aux revendications des Dalits.

L'attention de l'auteure aux débats idéologiques et aux évolutions internes de ces universités et le lien qu'elle fait avec les débats dans le reste de la société permettent en réalité de mieux appréhender la diversité des courants politiques sur ces campus (y compris le mouvement ambedkariste, dont la présence à AMU est brièvement mentionnée dans les années 1960, et qui mériterait un approfondissement). Lors de la mobilisation de 2020, la répression violente et disproportionnée contre ces deux campus a officialisé l'hostilité du gouvernement Modi à leur égard. Elle n'est cependant pas parvenue à décourager la volonté d'articuler la défense des droits des musulmans dans un cadre legaliste. Cela témoigne du fort enracinement d'une culture démocratique sur ces campus, que ce livre permet de replacer dans une longue durée. De même, le long chapitre consacré à la place qu'y occupent les femmes (dont l'éducation est conçue non pas comme un facteur d'émancipation, mais comme un atout pour l'ascension sociale des familles) permet de mieux appréhender le rôle de premier ordre de ces dernières dans cette mobilisation, qui ne s'est d'ailleurs pas privée de subvertir ce cadre initial.

Enfin, l'attention portée à l'ancrage territorial de JMI est particulièrement pertinente: en plus du personnel et des étudiant.es qui s'y sont installé.es pour pallier à l'absence de logements sur ce campus, de nombreuses familles musulmanes ont été attirées dans ces colonies adjacentes, afin de faire bénéficier à leurs familles d'un environnement propice à l'éducation, y compris via les cours du soir qui y sont dispensés. Avec la croissance urbaine de la métropole, ce territoire s'est ainsi transformé en une des principales zones de peuplement musulman à Delhi. La forte présence des étudiant.es musulman.es dans ces quartiers ainsi que les liens organiques qui se sont développés avec l'université permettent en outre de mieux comprendre l'origine du mouvement de Shaheen Bagh, qui tire son nom d'une de ces colonies.

Fuyant les violences policières, les étudiant.es de JMI sont en effet venu.es s'y réfugier et y ont installé un campement sur une voie express avec le soutien actif de la population locale, un exemple rapidement imité dans de nombreuses localités musulmanes du pays.

Un des points manquants de cette étude reste cependant l'analyse plus détaillée de la présence importante des étudiant.es et enseignant.es non-musulman.es sur ces campus, souvent vécue comme une menace pour le caractère musulman de ces institutions. Les quotas qui se sont appliqués dans toutes les autres universités publiques dès l'indépendance en faveur des *Scheduled Castes* et *Scheduled Tribes*, puis des *Other Backward Castes* dès les années 1990, n'y ont donc pas été appliqués afin de conserver cet héritage. Un flou subsiste sur l'aspect juridique de cet évitement, qui place de fait ces institutions nationales dans un régime d'exception. Or, cela contribue à les fragiliser politiquement en offrant des arguments à la critique du « pseudo-sécularisme » du Congrès portée par l'extrême droite, tout en coupant ces universités des Dalits dont le soutien s'est toujours avéré précieux pour contrer électoralement l'extrême droite. À l'instar du chapitre sur les femmes, il aurait été intéressant d'avoir un aperçu de ces étudiant.es et du personnels non musulman.es (notamment du point de vue de leur appartenance de caste et de classe), et de rendre compte de leur expérience inversée en tant que minorités sur ces campus à majorité musulmane. Cela n'en reste pas moins un éclairage nouveau sur l'Inde contemporaine et la manière dont le sécularisme s'est traduit concrètement. Il apporte un point de vue d'acteurs impliqués dans les évolutions de la minorité musulmane, dont les débats internes et les positionnements s'avèrent réellement utiles à la prise en compte de leur *agency*.

Nicolas Jaoul  
Laboratoire d'Anthropologie Politique,  
CNRS-EHESS, Paris (France).